

Journal de 20 heures

Edouard Balladur : « Nous ne menons pas d'opération militaire au Rwanda et les organisations non gouvernementales l'ont bien compris. C'était une des conditions de la réussite. Il ne s'agissait pas pour nous de prendre partie, dans une guerre civile, pour les uns ou pour les autres. Il s'agissait seulement de mener une action humanitaire »

Patrick Poivre d'Arvor, Nahida Nakad, Isabelle Marque, Patricia Allémonière

TF1, 11 juillet 1994

Le Premier ministre a également souhaité que les responsables des massacres soient recherchés et jugés par une juridiction internationale. Il a assuré que la France mettrait à la disposition des autorités internationales tous les renseignements qu'elle peut avoir.

[Patrick Poivre d'Arvor :] J'en viens maintenant à la situation au Rwanda avec l'intervention d'Edouard Balladur devant le Conseil de sécurité des Nations unies, à un moment où les soutiens tardent à se manifester. Il y a les soutiens politiques : nous y reviendrons tout à l'heure avec le Premier ministre lui-même et demain avec notre invité, le Président ivoirien. Il y a aussi le soutien des organisations humanitaires qui souhaitent par dessus-tout préserver leur indépendance et qui veulent prendre avant toute chose beaucoup de précautions pour pouvoir travailler en zone gouvernementale, c'est-à-dire non encore occupée par le FPR, ou bien encore dans la zone rendue sûre par

les au..., troupes françaises. Nahida Nakad et Sébastien Renouil.

[Nahida Nakad :] Rushashi au nord-ouest du Rwanda est le plus récent camp de fortune du pays. Tous les jours, des milliers de Hutu fuient la capitale Kigali, traversent la ligne de front. Les survivants viennent se réfugier ici. Ils ne trouvent personne pour les aider. Les soldats français ne sont pas présents dans cette région, les organisations humanitaires non plus [diffusion d'images de réfugiés].

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés commence à peine à s'intéresser au sort des déplacés du Rwanda, mais il faudra des semaines pour que les aides arrivent.

[”Dariush” [Darioush] Bayandor, ”Délégué ’Haut-Comité aux Réfugiés’” : ”La situation en..., à l'intérieur du Rwanda, jusqu'à y a quelques jours seulement, était telle que la sécurité des personnels ne pourrait pas être garantie. Et pour faire des missions d'évaluation, il faut aller dans..., tant d'endroits. Ce ne sont pas des endroits sûrs”.]

L'armée française, qui a pris en charge plusieurs camps de réfugiés dans le pays, lance des appels au secours : elle n'a pas les moyens de protéger et nourrir plus d'un million de réfugiés. Et les organisations humanitaires non gouvernementales traînent des pieds pour intervenir [on voit des militaires français au milieu de réfugiés].

Médecins du monde ne veut pas cautionner ce qu'elle appelle ”la mission politico-militaire française”. Médecins sans frontières tient le même discours.

[Philippe Biberson, ”Président ’Médecins Sans Frontières’” : ”On n'a pas non plus à, euh, apparaître comme cautionnant, euh, la..., l'intervention Turquoise. Donc vous comprenez, ça complique beaucoup, euh, ça complique beaucoup le problème pour nous. Parce que, il faut savoir qu'on est aussi de l'autre côté. Et que, en apparaissant comme, euh, travaillant dans les valises de l'opération française, eh bien, euh, on se..., on s'interdit, pratiquement, de travailler, euh, parmi, euh..., euh, les partis qui considèrent ou le parti qui considère que cette intervention française, euh..., est, euh..., est injustifiée ou est contraire à leurs intérêts”.]

Seule la Croix-Rouge achemine de la nourriture aux déplacés du Rwanda. Toutes les autres organisations semblent attendre la fin de l'opération Turquoise et le déploiement de l'ONU. Les déplacés risquent donc d'attendre plus d'un mois avant d'obtenir un minimum d'assistance de la part de la communauté internationale [on voit des personnels de la Croix-Rouge distribuer des sacs de riz aux réfugiés].

[Patrick Poivre d'Arvor :] Nombreux sont ceux qui s'indignent à l'idée

de protéger au passage les responsables des massacres. Il n'empêche que la situation humanitaire est devenue dramatique sur place. Le CICR craint une augmentation du nombre des personnes déplacées là-bas. "Il faudra bientôt envisager de nourrir trois millions de Rwandais" a dit un responsable de la Croix-Rouge.

En attendant c'est à l'armée française qu'il incombe de soigner les blessés. Le seul hôpital qui fonctionne réellement au Rwanda a été monté par elle, près de Cyangugu. Isabelle Marque et Gilles Hémart ont vu travailler sans relâche les éléments médicaux de l'armée.

[Isabelle Marque :] Cette petite fille a été trouvée par des militaires dans un camp près de Gikongoro. Elle a les pieds mutilés par une mine et des éclats de grenade dans le dos [on voit un homme noir, habillé en civil, lui faire une piqûre]. Après quelques soins sur la base, elle rejoindra ce groupe qui part en urgence, en hélicoptère, via Cyangugu, près de la frontière zaïroise [on voit des militaires français embarquer des blessés dans un hélicoptère]. Destination : l'EMMIR, c'est-à-dire l'Élément médical mobile d'intervention rapide, la branche humanitaire de l'armée française, un super hôpital de campagne. Dans le service pédiatrie, la plupart de ces enfants sont des victimes de la guerre, blessés ou réfugiés, comme ce petit qui souffre de déshydratation [on voit des médecins militaires en train de soigner des femmes et des enfants].

[Gérard "Menaud" [Ménaud], "Médecin-chef Pédiatrie" : "On a un certain nombre d'enfants qui ont des plaies, diverses, des plaies au niveau des membres, des plaies au niveau de la tête. Ça..., ça c'est évident. Vous avez, euh..., le fait qu'ils sont, euh, déplacés, donc ils n'ont plus une source d'approvisionnement en eau..., potable du moins, euh, à peu près contrôlée. À partir de ce moment-là, vous en avez des diarrhées qui arrivent, qui viennent se greffer sur, euh..., chez ces enfants et qui vont aggraver leur état nutritionnel".]

Beaucoup de ces enfants viennent de vivre des heures traumatisantes. Marceline, blessée et seule pendant plusieurs jours, a pourtant réussi à force de courage à sauver son petit frère alors que ses parents venaient d'être tués [on voit Marceline et son petit frère en gros plans].

[Marie-Paule Laroche, "Infirmière Puéricultrice", en train de soigner Marceline : "Et quand on l'a retrouvée, elle était dans un état un peu de..., de maigreur, alors que lui était plutôt dodu. Et on pense que tout ce qu'elle trouvait à manger elle le donnait au petit frère".]

Le problème, c'est que lorsqu'ils sont guéris, on ne sait que faire de ces enfants et de ces adultes, venus souvent de très loin, seuls et sans ressources.

Les autorités ou les camps rechignent à les prendre en charge. Pourtant l'hôpital ne peut les garder. À cause la guerre et de l'état sanitaire déplorable de la région, les patients sont de plus en plus nombreux chaque jour [diffusion d'images de gens malades ou blessés en train de se faire soigner par les Français].

[Patrick Poivre d'Arvor :] C'est dans ce contexte – pour éviter cette solitude du gouvernement français – que le Premier ministre Edouard Balladur s'est rendu tout à l'heure à New York devant le Conseil de sécurité de l'ONU, pour lui demander d'envoyer au plus vite des Casques bleus relayer les soldats français au Rwanda. Sur place, la correspondance d'Ulysse Gosset.

[Ulysse Gosset :] Arrivé et déjà reparti en Concorde, Edouard Balladur n'aura passé que quelques heures à New York. Sans pratiquement sortir de l'immeuble de verre des Nations unies. Mais le symbole est là, et c'était l'objectif du Premier ministre : trois semaines après le début de l'intervention française au Rwanda, il fallait répéter haut et fort au monde entier que la France ne pouvait prendre la place de l'ONU au Rwanda [on voit Edouard Balladur arriver devant l'immeuble de verre des Nations unies]. La relève doit être assurée par d'autres pays, avec la bénédiction de l'ONU. Edouard Balladur l'a donc rappelé au secrétaire général, Boutros-Ghali, qui lui souhaiterait que la France reste jusqu'en septembre [on voit Boutros Boutros-Ghali serrer la main d'Edouard Balladur puis d'Alain Juppé].

Dimanche [10 juillet], au sommet de Naples, Paris a obtenu l'appui moral des grandes puissances. Mais il faut maintenant du concret. C'est pourquoi Edouard Balladur est intervenu au Conseil de sécurité de l'ONU [on voit Edouard Balladur suivi d'Alain Juppé entrer dans la salle du Conseil de sécurité].

[Edouard Balladur, "Premier ministre", devant le Conseil de sécurité : "Mon pays lance un appel pressant à la communauté internationale. Le sort d'un peuple et d'un pays dépend de notre capacité à agir pour que la mission de paix des Nations unies puisse être mener [sic] à bien".]

Alors par exemple, que feront les États-Unis et Bill Clinton ?

[Madeleine Albright, "Représentante des États-Unis à l'ONU" [elle s'exprime en français] : "Le Président à dit que c'est, euh..., c'est pas une chose maintenant pour nous. Mais on va faire tout ce qu'on peut pour aider avec le matériel et pour supporter UNAMIR. C'est ce qu'on a fait déjà avant".]

Pour l'instant seulement 1 000 Casques bleus sur les 3 500 demandés ont répondu présents.

[Alain Juppé, "Ministre des Affaires étrangères" : "Et nous pensons que

l'arrivée, euh, déjà, d'ici la fin du mois de juillet, d'un millier de Casques bleus supplémentaires nous permettrait d'amorcer le processus de relève de Turquoise. Le 31 juillet à minuit, euh [sourire], les choses ne s'arrêteront pas du jour au lendemain. Ce qui est important, c'est d'amorcer – je le répète – ce processus”.]

[Ulysse Gosset, face caméra, devant le siège des Nations unies : ”Il va falloir attendre plusieurs semaines pour mesurer les résultats concrets de ce voyage éclair du Premier ministre à New York. Mais Monsieur Balladur a voulu prendre date, mettre la communauté internationale face à ses responsabilités. Voilà qui est fait”.]

[**Patrick Poivre d'Arvor interview en duplex Edouard Balladur.**]

Patrick Poivre d'Arvor : Aux côtés d'Ulysse Gosset, précisément, le Premier ministre, pour un entretien que nous avons réalisé à 18 heures, euh..., à New York. Première question, Edouard Balladur : vous êtes vous mis d'accord sur la date à laquelle, euh, les militaires français devaient quitter le sol rwandais ? Au Parlement, vous aviez parlé du 31 juillet et visiblement, Monsieur Boutros Boutros-Ghali préférerait que ça soit plutôt début sep..., début septembre ?

Edouard Balladur, ”Premier ministre” : Euh..., la vérité c'est que..., les Nations unies ont dû mal à mettre sur pied une opération de relais des forces françaises présentes au Rwanda. Et je voudrais, avant de répondre directement à votre question, bien préciser les choses : si la France est au Rwanda, c'est parce que personne – ou à peu près personne sauf les Sénégalais – n'ont voulu y venir avec elle. Et si elle y est, c'est qu'elle considère qu'elle a un devoir moral à remplir et que c'est la conception qu'elle se fait de son rôle international et de son rôle de puissance dans le monde : c'est de défendre les droits de l'Homme. Nous ne pouvons pas..., donc pas demeurer indifférents. Je sais que parfois certains disent dans notre opinion intérieure : ”Qu'est..., qu'est-on allé faire là?”. Je rappelle qu'il y a eu des centaines de milliers de morts et des millions de personnes déplacées dans un pays qui est un pays francophone, un pays d'Afrique avec lequel nous avons des affinités et des liens. Alors qu'avons-nous fait ? Nous avons décidé d'aller au Rwanda pour une opération humanitaire. Et pour cela seulement. Et pour un temps limité. Mais cela suppose évidemment que d'autres prennent le relais. Et si je suis venu, ici au Nations unies, euh – j'ai demandé à être reçu par le Conseil de sécurité, j'ai rencontré le secrétaire général, Monsieur Boutros-Ghali –..., c'est pour justement lancer un appel aux Nations unies. Un appel qui avait trois buts : le premier, c'est de faire en sorte qu'on prenne le relais de l'action

de la France dans les semaines qui viennent. Est-ce que ce sera le 31 juillet, est-ce que ce sera quelques jours après, quelques jours avant ? Je ne peux pas vous le..., dire précisément aujourd'hui. Mais j'ai obtenu un certain nombre d'assurances sur un certain contingent de pays étrangers dont on m'a affirmé qu'ils étaient prêts à arriver au Rwanda. C'était le premier point.

Patrick Poivre d'Arvor : De toute façon ça sera avant la fin de l'été ?

Edouard Balladur : Ah j'en..., je le pense. Je le pense et j'en suis sûr et je le souhaite ! De toute manière j'ai répété...

Patrick Poivre d'Arvor : Et..., et là vous êtes sûr que...

Edouard Balladur : De toute manière j'ai répété qu'il n'était pas question pour la France de demeurer dans..., de demeurer au Rwanda au-delà du terme normal qu'elle s'était fixée. De toute manière le Conseil de sécurité nous a fixé le terme..., la limite du 22 août prochain.

Patrick Poivre d'Arvor : Et là vous êtes sûr...

Edouard Balladur : Et de là nous avons parlé de la fin du mois de juillet.

Patrick Poivre d'Arvor : Vous pensez pouvoir obtenir tous les concours extérieurs que vous avez plusieurs fois demandés et, euh..., qui ne sont jamais arrivés ?

Edouard Balladur : Mais je suis venu pour cela ici. Pour lancer un appel à la communauté internationale. Et puis je suis venu pour deux autres choses : d'abord pour que l'on mette en place aussi rapidement qu'il est possible l'aide humanitaire qui est indispensable. L'aide sanitaire, l'aide médicale. Sans quoi nous allons assister au Rwanda à un désastre sans précédent. D'ores et déjà, depuis hier, le Haut-Comité des réfugiés a décidé de se réinstaller au Rwanda. Et c'est déjà un premier succès de l'action des Nations unies et de l'action de la France. En revanche...

Patrick Poivre d'Arvor : Mais vous avez vu que les organisations non gouvernementales ne..., ne veulent pas se..., se mêler à une opération "kaki" entre guillemets, à une opération militaire ?

Edouard Balladur : Mais écoutez, nous ne menons pas d'opération militaire au Rwanda et les organisations non gouvernementales, je crois, l'ont bien compris. Et c'était une des conditions de la réussite. Il ne s'agissait pas pour nous de prendre partie dans une guerre civile. Pour les uns ou pour les autres. Il s'agissait de mener une action humanitaire, et une action humanitaire seulement. Et c'est grâce à la France et c'est grâce aux soldats français qu'il y a des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui commencent à être nourris et qui sont mieux protégés. Enfin ma visite

avait un troisième objet : c'est de faire en sorte que les droits de l'Homme soient mieux respectés qu'ils ne le sont au Rwanda. Ce qui veut dire deux choses : ça veut dire en premier lieu qu'un gouvernement régulier puisse être constitué. Et ça veut dire en second lieu que les responsables des massacres soient recherchés et soient jugés par une juridiction internationale. Et j'ai assuré – aussi bien le secrétaire général des Nations unies que le Conseil de sécurité – que la France mettrait à la disposition des autorités internationales tous les renseignements qu'elle peut avoir. Cette...

Patrick Poivre d'Arvor : Précisément Monsieur le Premier ministre, euh..., euh, dans *Le Parisien* de ce matin, le..., le Premier ministre de transition, euh..., au Rwanda dit que la France aurait dû intervenir beaucoup plus tôt, c'est-à-dire dès le début des massacres, dès le début avril. Euh..., c'est le Premier ministre qui était nommé par les accords d'Arusha l'année dernière. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Edouard Balladur : Oui. Eh ben, écoutez, je pense une chose : c'est que la France, c'est le premier pays à intervenir ! Et jusqu'à présent pratiquement le seul. Alors que certains disent qu'elle aurait dû intervenir plus tôt, soit ils peuvent le dire ! Mais alors que disent-ils à ceux qui n'interviennent pas du tout ? Et qui sont l'immense majorité des pays du monde. Et justement, c'est cela le sens de ma venue aujourd'hui à New York pour quelques heures : c'est un appel à la communauté internationale, un appel à tous les pays pour qu'ils prennent leurs responsabilités et qu'ils évitent ce qui peut être l'un des plus grands massacres auquel on aura assisté au XX^{ème} siècle en Afrique. Vous le savez, je suis profondément attaché à ce que la France ait en matière internationale une action politique qui soit à la mesure de son Histoire et de sa tradition. Et je suis très attaché à ce que la France, chaque fois qu'elle le peut, donne l'exemple. Or une des traditions de la France, c'est que lorsqu'il se passe dans le monde des choses comme celle qui se passe au Rwanda, elle n'est pas indifférente. C'est la conception qu'elle se fait de son rôle moral, de son devoir moral. Et cette manifestation du..., de l'exemple français en quelque sorte, nous l'avons poursuivi au Rwanda comme nous l'avons poursuivi en Bosnie. Comme nous la poursuivons en essayant de faire en sorte que les Nations d'Europe concluent entre elles un pacte de stabilité. Dans tous les domaines nous essayons de faire en sorte que la France soit fidèle à sa mission et qu'elle concoure à établir la paix dans le monde.

Patrick Poivre d'Arvor : Dernière question Monsieur le Premier ministre : est-ce que tout au long de cette affaire, vous avez été en..., en accord

parfait avec le président de la République ? On l'avait dit plus interventionniste que vous, vous plus prudent. Est-ce que c'est vrai ?

Edouard Balladur : Écoutez, les..., ce qui compte ce sont les résultats. L'action de la France telle qu'elle est menée aujourd'hui l'est avec, euh..., l'accord de toutes les autorités qui au sein de l'État et de par la Constitution ont un pouvoir. Je n'ai pas à en dire davantage. C'est dire que l'action du gouvernement est également l'action du président de la République. Bref qu'elle est l'action de notre pays tout entier. Puisque je vous rappelle..., je vous rappelle que je l'ai également fait approuver par l'Assemblée nationale. Pas approuver formellement par un vote mais j'ai rendu compte à l'Assemblée nationale et à plusieurs reprises de ce qu'était notre politique à Rwanda [sic]. Et j'ai recueilli l'approbation de la majorité de l'Assemblée.

Patrick Poivre d'Arvor : Edouard Balladur, je vous remercie beaucoup de nous avoir accordé cet entretien. Et nous allons tout de suite nous rendre à Kigali où nous allons rejoindre nos envoyés spéciaux David Cosset et Patricia Allémonière, qui ont pu, euh, donc, dans la ville, dans la capitale rwandaise, voir ce qu'étaient devenus ces réfugiés hutu et tutsi, la plupart d'entre eux hagards. Vous allez le voir.

[Patricia Allémonière :] Ils sont partis à l'aube. La route qui les ramène à la capitale est longue. Ce sont des rescapés – des Tutsi qui appartiennent à la minorité –, des Hutu qui ont refusé de participer aux massacres. Depuis des semaines ils vivaient dans des camps de réfugiés créés par le FPR [diffusion d'images de Rwandais en train de marcher]. Les militaires leur ont dit qu'ils pouvaient, devaient rentrer chez eux. Ils sont hantés par les scènes qu'ils ont vécu [gros plan sur une femme qui a les yeux mi-clos]. Ils craignent qu'elles ne se reproduisent. Le futur leur fait peur. Ils aimeraient qu'on les rassure comme des enfants.

[Une réfugiée : - "Nous avons peur de rester là à la maison". Patricia Allémonière : - "Vous avez peur de qui?". La réfugiée : - "Des bandits, des gens qui ne sont pas contents".

Une autre réfugiée : "Entre les Hutu et les Tutsi, il n'y a pas la confiance".

Patricia Allémonière s'adressant à une troisième réfugiée : - "Ça va se passer comment après tous ces massacres ? La réfugiée : - "Ah ça, on ne peut rien dire [sourire]. On attend encore". Patricia Allémonière : - "Et vous attendez quoi ?". La réfugiée : - "Ce..., comment est-ce qu'on va vivre. Si on va s'entendre et.... On ne sait pas..., dire ce qui arrivera demain, après-demain!".]

Pie redécouvre sa maison pour la première fois. Cet avocat, membre du Parti libéral, appartient à l'ethnie hutu, celle de l'ancien Président. Il a vécu

caché pendant trois mois : la garde présidentielle, en avril, a voulu l'abattre avec toute sa famille. Il a réussi à s'enfuir. Tout le monde le croyait mort, même ses enfants [on voit Pie Mugabo faire le tour puis entrer dans sa maison totalement saccagée].

[Mugabo Pie, "Avocat" : - "Les militaires ne savaient pas où j'habitais ! Mais ils connaissaient le quartier ! Ils..., ils venaient, ils avaient une liste et ils disaient : 'Untel habite où, untel habite où?'". Patricia Allémonière : - "Et les gens dénonçaient?". Pie Mugabo : - "Les gens dénonçaient". Patricia Allémonière : - "Et vous croyez que maintenant la vie ça va être possible entre ceux qui ont dénoncé et ceux qui ont été accusés à votre avis?". Pie Mugabo : - "Euh..., personnellement, pardonner c'est difficile. Mais je pense que, moi en tant qu'un homme de loi, les coupables doivent être poursuivis et punis".]

Kigali réapprend à vivre. Pie réclame des procès exemplaires. D'autres sont pour des règlements de compte plus expéditifs. Le bruit des canons a peut-être cessé mais la paix n'est pas revenue pour autant.